



RAPPORT DE CONSULTATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE AU CANADA

INFORMATIONS DE BASE SUR LE REGROUPEMENT

La Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes (CQMMF) est un réseau féministe d'action concertée qui réunit 38 organismes régionaux et nationaux de groupes de femmes, incluant des comités de condition féminine dans des organisations mixtes, sur l'ensemble du territoire québécois. La CQMMF peut rejoindre près de deux millions de personnes via ses groupes membres.

La CQMMF a une longue histoire, puisque les premières actions et marches datent du début des années 2000. Elle se base sur les principes d'une gestion participative et féministe, d'une vie démocratique orientée vers l'affirmation collective des femmes, appuyée sur l'inspiration et la mémoire de notre héritage collectif.

Sa mission est de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes, entre les femmes elles-mêmes et entre les peuples, et de contribuer à éliminer les causes de la pauvreté et de la violence envers les femmes. Nous travaillons aussi à maintenir et développer une solidarité avec les coordinations nationales de la région des Amériques et, à l'international, avec l'ensemble du mouvement de la Marche mondiale des femmes.

Nous adhérons aux valeurs de la *Charte mondiale des femmes pour l'humanité*. Cette charte se fonde sur les valeurs d'égalité, de liberté, de solidarité, de justice et de paix.

INFORMATIONS SUR LE PROCESSUS DE CONSULTATION UTILISÉ PAR LE REGROUPEMENT

Le Comité de coordination de la CQMMF avait peu de temps pour réaliser cette consultation qui couvre, rien de moins, tous les aspects de la vie.

Compte tenu de cette difficulté, nous avons convenu de faire parvenir les documents expliquant les objectifs de la consultation, les textes de référence et les modalités de participation aux membres de deux comités de la CQMMF, le Comité de coordination (Coco) et le Comité de solidarité internationale.

Nous avons reçu les commentaires par écrit. En prenant en compte les positions exprimées, une première version du rapport de consultation a été rédigée et diffusée aux membres du Coco-CQMMF (instance de direction). Par la suite, nous avons tenu une rencontre, le 16 avril 2019, avec les membres du Coco-CQMMF pour procéder à l'adoption de notre rapport.

Dans l'ensemble, la consultation a été réalisée grâce à la participation de représentantes de groupes de femmes provenant de six régions du Québec et de représentantes de six groupes nationaux.



ODD PRIORITAIRES POUR VOTRE REGROUPEMENT

- ➔ Parmi les 17 objectifs de développement durable, la CQMMF retient prioritairement les objectifs identifiant la pauvreté et les violences faites aux femmes (les objectifs 1,2 et 5).
- ➔ Nous priorisons également l'urgence d'agir face aux changements climatiques, la préservation des écosystèmes terrestres et l'accès à l'eau, car ces éléments influencent fortement nos conditions de vie (les objectifs 6, 13 et 15).

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Comment faire pour réaliser les ODD au Canada?

Sur ces questions, nous nous référons aux travaux réalisés par la Marche mondiale des femmes au Québec, car depuis près de vingt ans, nous mettons de l'avant dans nos luttes des propositions et orientations précises pour améliorer la vie et la place des femmes dans la société.

Nous résumons certaines des propositions adoptées par la Marche mondiale des femmes à l'échelle internationale et au Québec.

Pour atteindre les objectifs de lutte à la pauvreté, d'élimination de la faim et d'égalité entre les sexes (dont l'autonomisation économique des femmes), nous proposons d'approfondir l'analyse féministe dans les alternatives économiques en mettant l'accent sur le rapport entre la production et la reproduction et la notion de la richesse; de maintenir et développer le dialogue et la solidarité avec les femmes d'autres régions du monde; d'exiger le respect et l'application des pactes et conventions internationales encadrant les rapports et échanges économiques mondiaux (dont le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le PIDESC); d'adopter une loi-cadre visant l'élimination de la pauvreté (dont l'application de normes régissant le travail); de mettre fin au secret bancaire et aux paradis fiscaux; d'annuler la dette extérieure des pays les plus pauvres; de prendre en compte le rapport entre la mondialisation néolibérale et la violence envers les femmes.

De façon plus précise au Québec, nous proposons la hausse du salaire minimum; l'indexation et l'augmentation des prestations d'aide sociale; la refonte du régime fiscal pour réduire les inégalités et pour assurer plus de cohésion dans les programmes de transfert, particulièrement ceux qui touchent directement les femmes et les familles; l'orchestration de campagnes de sensibilisation et d'action visant à éliminer les violences dont sont victimes les femmes (violence dans les relations amoureuses, harcèlement et exploitation sexuelle, traite des femmes, etc.).

Concernant la lutte contre les changements climatiques, la préservation des écosystèmes terrestres et l'accès à l'eau, nous savons déjà que le dérèglement du climat mondial a des effets catastrophiques sur les écosystèmes, la santé humaine et la sécurité alimentaire mondiale, de même que sur la sécurité nationale et internationale; c'est pourquoi nous proposons, comme beaucoup d'autres mouvements sociaux, de poser des actions immédiates et concrètes afin de changer le cours des choses.



Nous soutenons que le Canada et le Québec doivent reconnaître l'urgence d'agir pour contrer la détérioration du climat. De fait, ce sont les femmes qui subissent le plus durement les conséquences des changements climatiques. C'est pourquoi il est essentiel d'intégrer une analyse de genre dans les études effectuées pour bien comprendre ces conséquences sur les femmes et les familles. Il faut adopter des plans de transition d'urgence, s'opposer au développement des hydrocarbures, tout en assurant la qualité et l'accès à l'eau potable, particulièrement dans les communautés autochtones.

Nos revendications s'appuient, entre autres, sur la valeur de l'Égalité dans la *Charte mondiale des femmes pour l'humanité*, qui décrit bien la société dans laquelle nous voulons vivre :

- ➔ « Tous les êtres humains et tous les peuples sont égaux dans tous les domaines et dans toutes les sociétés. Ils ont un accès égal aux richesses, à la terre, à un emploi digne, aux moyens de production, à un logement salubre, à une éducation de qualité, à la formation professionnelle, à la justice, à une alimentation saine, nutritive et suffisante, aux services de santé physique et mentale, à la sécurité pendant la vieillesse, à un environnement sain, à la propriété, aux fonctions représentatives, politiques et décisionnelles, à l'énergie, à l'eau potable, à l'air pur, aux moyens de transport, aux techniques, à l'information, aux moyens de communication, aux loisirs, à la culture, au repos, à la technologie, aux retombées scientifiques. »

NE LAISSER PERSONNE DE CÔTÉ

Nous croyons important que les gouvernements du Canada et du Québec fassent preuve de courage et d'inventivité pour mettre en place une stratégie et des actions dont le pivot est l'égalité et qui articulent la lutte contre la pauvreté, la lutte contre les changements climatiques et la lutte pour l'égalité entre les sexes et genres.

Les gouvernements doivent développer des plans d'action et des programmes appuyés sur la consultation et la collaboration des mouvements sociaux, dont les groupes de femmes et les groupes écologiques. Le financement des organismes des plus opprimés doit viser à leur donner la parole afin que leurs intérêts soient pris en compte par les décideurs gouvernementaux.

De plus, ces objectifs devraient pouvoir être formalisés dans la législation et la réglementation de façon à ce que ces divers éléments soient concrètement considérés dans tout programme, toute action, déclaration, subvention émise par les gouvernements.

AUTRES COMMENTAIRES

Les gouvernements doivent passer de la parole aux actes, stimuler les partenaires économiques, mobiliser la société civile, car seule une action unifiée de l'ensemble de la société permettra d'atteindre véritablement les 17 objectifs de développement durable. Tels sont les souhaits et propositions de notre organisation.